

L'édito

Michel De Muelenaere



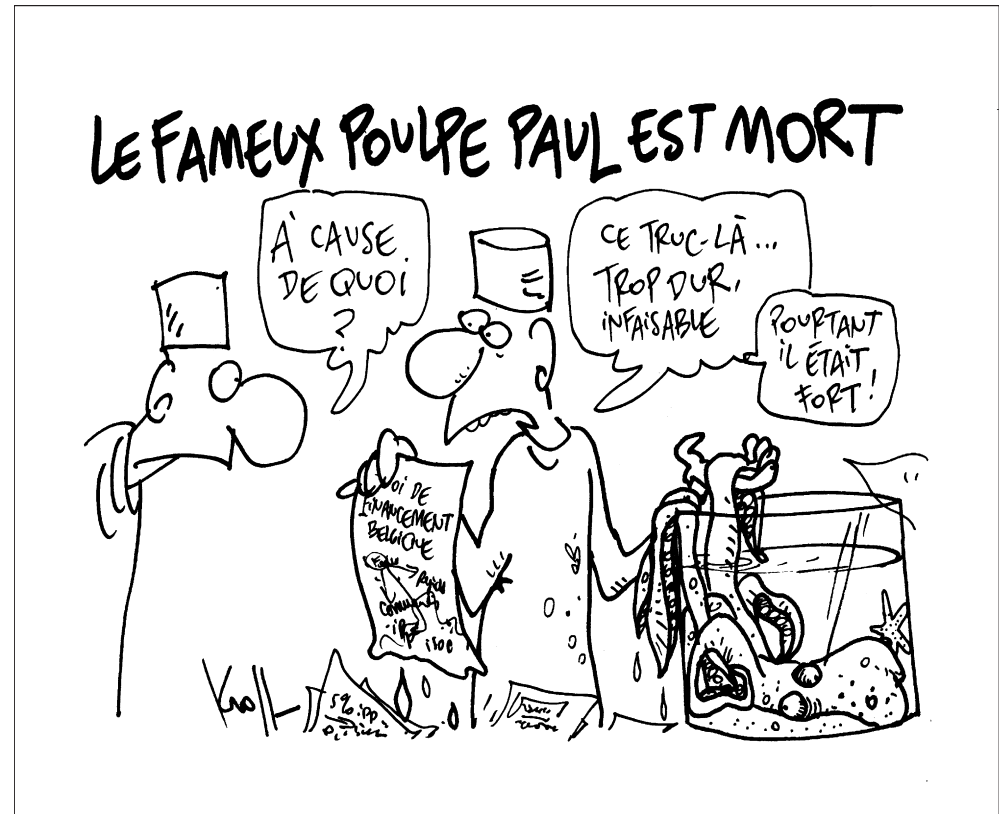
PENDANT CE TEMPS, À NAGOYA... (CONTE MORAL)

N'en déplaie aux éternels optimistes et aux rêveurs, le monde ne se refait pas. Prompt à s'enflammer en parole pour des causes générales, il revient fissa à la raison lorsqu'on en vient à l'essentiel : l'argent. Ainsi, dans l'indifférence quasi générale, les négociations sur la biodiversité à Nagoya tournent comme ont tourné les négociations sur le climat à Copenhague, fin 2009 : en un affrontement entre riches et pauvres. Les pays en développement sont riches en biodiver-

sité, mais pauvres en technologie et en argent. Les pays riches, en revanche, sont moins dotés en ressources naturelles ou les ont laminées de longue date, mais disposent de moyens techniques et financiers pour exploiter (pillier ?) celles du Sud. Reste que ce dernier n'acceptera de se faire le gardien du patrimoine de l'humanité que si on le dédommage et s'il a accès, de manière équitable, aux bénéfices qu'on en tire. On sait pourquoi il faut préserver la biodiversité. Ce sont les écosystèmes qui fournissent un air pur, de l'eau potable, des sols productifs, des océans prolifères et purificateurs, des animaux essentiels comme les pollinisateurs. Sans parler de la valeur culturelle ou esthétique de la nature... Tout cela est su mais n'empêche pas l'homme de mutiler son environnement avec des conséquences déjà catastrophiques. L'intérêt pour la biodiversité

ne s'est emballé que lorsqu'on en a chiffré le poids économique. Cette approche utilitariste a au moins un avantage : elle souligne l'importance et l'urgence du dossier. Autre élément positif : à Nagoya c'est du donnant-donnant. Pour autant - ainsi va le monde... -, dans la balance aujourd'hui, ce sont les budgets des Etats et les comptes financiers des entreprises qui mènent le bal. Essorés par la crise, les pays et les entreprises du Nord n'accepteront de cracher au bassinnet qu'avec une extrême réticence et en tentant de recycler en « biodiversité » des aides existantes. Et les entreprises feront tout pour échapper à la douloureuse. A Nagoya, on joue ainsi à celui qui fera craquer l'autre le premier. Mais au final, si les pays riches n'acceptent pas d'assumer leurs responsabilités historiques et éthiques, ce bras-de-fer se prolongera au-delà de 2010. Et tout le monde en sortira perdant.

Le Kroll



LE SOIR

abonnez-vous !

Profitez de notre formule de domiciliation à 22 €/mois

Pour souscrire, rendez-vous sur www.clubdusoir.be/domiciliation

lesoir.be

à ne pas manquer

« Cardioïd » Découvrez « Cardioïd » de Yodelice en écoute intégrale sur http://festivals.lesoir.be

Rendez-vous

- > Votez pour le Ballon d'Or 2011 sur Coup Franc http://bit.ly/aIRP6C
> Suivez le premier match de Kim Clijsters aux Masters en Doha dès 17h30 sur www.lesoir.be/tennis
> Coupe de Belgique de football : Anderlecht-URS Centre en direct sur www.lesoir.be/football

ROSELLE SA ROSSEL ET C° Rue Royale, 100 1000 Bruxelles. LE SOIR Directeur général Didier Hamann. Prix de vente à l'étranger Allemagne EUR 2,00, Chypre EUR 2,95, Croatie HRK 25,00, Espagne EUR 2,00, France EUR 2,00, Grande-Bretagne GBP 1,30, Grèce EUR 2,00, Italie EUR 2,00, Irlande EUR 3,40, Maroc MAD 25,00, Portugal EUR 2,00, République tchèque CZK 70,00, Suisse CHF 4,00, Tchéquie EUR 2,50, Turquie YTL 5,00.

La crise



Fiables, la Banque nationale et le Bureau du Plan ?

L'ESSENTIEL

- La N-VA a mis en doute l'indépendance de la Banque nationale et du Bureau du Plan, dirigés par des francophones. A juste titre ?
• Les dirigeants des deux institutions ont une couleur politique (PS et CDH).
• Mais les milieux économiques jugent leurs rapports indépendants.

Le bureau du Plan et la Banque nationale vont entrer, jeudi, dans le bourbier communautaire. Le conciliateur, Johan Vande Lanotte leur remettra plusieurs propositions de révision de la loi de financement. A charge, pour les deux institutions, de mesurer leurs conséquences financières pour l'Etat fédéral et les entités fédérées.

La Banque nationale et le Bureau du Plan sont-ils politisés ? Réponse : oui, si l'on entend par politisation le fait que les plus hauts dirigeants du Bureau du Plan et de la Banque nationale sont nommés par un parti politique.



BNB

Guy Quaden (PS) Le gouverneur ne cache pas ses amitiés socialistes.

VLD

Luc Coene (VLD) Luc Coene a été chef de cabinet de Guy Verhofstadt.

BUREAU DU PLAN

Henri Bogaert (CDH) Le commissaire a été nommé par le CDH.

SP.A

Jan Verschoot en (SP.A) Le commissaire adjoint est SP.A.

LE GOUVERNEUR DE LA BNB, Guy Quaden, n'a jamais caché ses amitiés socialistes, tout en affirmant son indépendance, garantie par le traité de Maastricht. © B.

geants du Bureau du Plan sont également désignés par des partis. Le commissaire au Plan, Henry Bogaert, est proche du CDH. Le vice-commissaire, Jan Verschooten est SP.A. « Mais il ne faut pas exagérer cette appartenance, dit un régent à la Banque nationale. Ils ne collent pas des affiches ! »

En revanche, si l'on entend par politisation le fait que les évaluations et rapports des deux instances seraient orientés, la réponse est négative, selon les observateurs, tant au sein des deux institutions que dans le milieu économique. « Dans toutes les banques centrales européennes, les nominations sont politiques. Même à la Banque centrale européenne : Jean-Claude Trichet a été chef de cabinet d'Edouard Balladur, dit ce cadre de la BNB. Mais une fois nommés, les dirigeants des institutions agissent en toute indépendance. Cette indépendance est d'ailleurs garantie par le traité de Maastricht. Si la Banque centrale n'était pas indépendante, un ministre pourrait faire baisser les taux d'intérêt pour améliorer son budget ! C'est absolument impossible en Belgique. »

Un haut fonctionnaire confirme. « Si la Banque nationale n'est pas indépendante, alors je me demande bien qui l'est en Belgique. La Banque nationale a une crédibilité internationale, il serait suicidaire pour elle de rendre des rapports orientés. » Même analyse concernant le Bureau du Plan. « Son indépendance n'est certes pas garantie par un traité, mais, récemment encore, Henry Bogaert a tenu des propos sur l'emploi qui n'ont pas plu à Joëlle Milquet », dit un observateur politique.

Les deux instances sont-elles « belgicaines » ?

La N-VA soupçonne également le Bureau du Plan et la Banque nationale, deux institutions fédérales, de défendre des thèses unitaristes. Leurs futurs rapports pourraient donc plaider pour une loi de financement laissant de grandes compétences au fédéral. Au sein des deux institutions, on s'insurge. « C'est débile, dit ce cadre de la Banque nationale. On ne nous demande pas de prendre une option politique. On nous demande seulement de faire tourner des modèles mathématiques et statistiques. Impossible d'orienter les résultats. Et quand bien même ce serait possible, notre crédibilité serait gravement altérée. » Même tonalité concernant le Bureau du Plan. « Nous avons effectué des études comportant des aspects régionaux à de très nombreuses reprises. Jamais nous n'avons essayé la moindre critique. »

Reste à comprendre pourquoi la N-VA s'en prend à ces deux institutions. « Parce qu'elles sont fédérales et parce qu'elles sont dirigées par des francophones, et parce que la N-VA n'y est pas encore représentée », dit ce haut fonctionnaire francophone. Aux yeux de beaucoup, une déclaration de Luc Coene, vice-gouverneur de la Banque à également envenimé les rapports entre le parti nationaliste et la BNB. En pleine campagne électorale, le vice-gouverneur avait déclaré qu'en cas de victoire de la N-VA, les marchés risquaient d'attaquer la Belgique. Bart De Wever n'aurait, dit-on, jamais digéré. ■

NÉGOCIATIONS

Johan Vande Lanotte affine sa méthode

Contre vents et marées, le conciliateur Johan Vande Lanotte poursuit sa mission. Sans perdre de temps à réagir aux attaques de la N-VA contre sa nomination, ses compétences budgétaires ou le « complot socialiste » antinationaliste. Si l'on s'attendait à ce qu'il définisse, hier, sa méthode de travail et un calendrier, ceux-ci ne seront sans doute transmis que ce matin (ou alors mardi soir tard) aux sept partis concernés par la réforme de l'Etat, pour approbation. Johan Vande Lanotte envisagerait, notamment, une rencontre entre Elio Di Rupo et Bart De Wever, cette semaine, les deux hommes ne s'étant plus rencontrés depuis longtemps.

Il semble que quelque retard ait été pris dans la question des modèles de révision de la loi de financement à transmettre, pour calculs, à la Banque nationale et au bureau du plan. Chaque parti doit pointer les modèles (la note Di Rupo, la note De Wever...) que ces deux institutions doivent objectiver. Mais le président de la N-VA, Bart De Wever, n'a guère confiance en ces organismes nationaux, dirigés par des francophones (lire ci-dessus), et les conteste donc. Si tout va bien, les modèles seront toutefois transmis jeudi, les deux organismes recevant un délai pour la remise de leurs calculs. Doucement isolée sur plusieurs dossiers, la N-VA réfléchit toutefois à sa stratégie. Ainsi, elle pourrait ne plus demander, jeudi, à la Chambre, l'urgence pour l'examen de sa proposition de scission pure et simple de BHV. ■

MA. D.

L'université peut-elle conseiller les politiques ?

CONTEXTE Bart De Wever affirme s'être trompé, non dans sa proposition de modèle de financement, mais dans le manque d'honnêteté intellectuelle de ses contradicteurs. Parmi eux : le professeur André Decoster, de la KUL. Les experts universitaires peuvent-ils descendre dans l'arène politique ?

« Nous ne pouvons pas perdre notre indépendance »

Le professeur d'économie de la KULeuven, André Decoster, a chiffré les conséquences microéconomiques d'une régionalisation de l'impôt des personnes physiques (IPP), comme proposé par Bart De Wever dans sa note « de clarification ». Résultat : un gain annuel de 644 millions d'euros supplémentaires pour la Flandre et des pertes respectives de 311 millions pour la Wallonie et de 158 millions pour Bruxelles.

Réaction immédiate de Bart De Wever : le professeur Decoster aurait manipulé les éléments de départ du modèle et nié le mécanisme de solidarité qu'il contient... Avez-vous été surpris de la réaction de Bart de Wever ? D'un côté, oui. Parce que je ne fais que répéter ce que Frank Vandembroucke (SP.A) et d'autres personnes avaient immédiatement constaté. Mais de l'autre, non. Etant donné l'importance accordée à l'autono-

mie fiscale par certains partis, il n'est pas étonnant que mes conclusions aient choqué... Ce qui est tout à fait regrettable, c'est que l'on dise que j'utilise un autre modèle d'autonomie fiscale. Mes calculs n'ont rien à voir avec un choix pour ou contre l'autonomie fiscale. Ce ne sont que des calculs sur ce que rapporterait un IPP régionalisé pour les trois Régions. Ça n'a rien à voir non plus avec l'aspect « solidarité ». Rien du tout ! Pourquoi avez-vous décidé d'étudier les conséquences de la note « De Wever » ? Je l'ai fait de ma propre initiative. J'estime qu'il s'agit d'une contribution dans le débat actuel, sur la société entière. Si l'on veut mener des négociations fiables, il est important de posséder des chiffres fiables aussi. Je m'étais déjà livré à l'exercice antérieurement, à propos de la réforme Reynders par exemple, en utilisant le même modèle de « micro-simulation » (il s'agit d'un modèle qui simule les taxes au niveau des ménages). Les partis politiques vous commandent-ils parfois des études spécifiques ? De temps en temps, oui, pour des questions très spécifiques. Par exemple : combien coûterait une augmentation du montant de base exonéré ?... Mais cela n'arrive pas souvent et les demandes viennent

de tous côtés. Un professeur d'université qui devient le spécialiste attiré (en matière économique, institutionnel, peu importe) d'un parti politique, cela vous choque ? Je l'ai fait pour Groen ! Fin août, j'avais donné une conférence sur la loi de financement pour ce parti, dans le cadre de leur université d'été. Après leur avoir expliqué comment la loi fonctionnait, ils m'ont demandé de rejoindre leur groupe d'experts. J'ai hésité, car notre indépendance est la seule chose que nous ne pouvons pas perdre au sein de l'université... J'ai finalement accepté et j'ai pu travailler là-bas en toute indépendance. On n'a même jamais eu de concertations antérieures dans le groupe de haut niveau. Par ailleurs, j'ai appris beaucoup au sein de ce groupe. De manière générale, je pense que les universitaires doivent mettre leur expertise au service des politiques, mais en conservant leur indépendance. Est-ce tenable ? L'économie est une science humaine. Je suis spécialiste de la « taxation optimale ». Cela veut dire : atteindre les objectifs au moindre coût. Les objectifs, c'est une chose politique. Mais calculer ce dont on a besoin, c'est un calcul. C'est ça que je regrette avec la réaction sur les calculs de la note « De Wever » : cela n'a rien à voir avec des choix politiques. Rien ! ■

Propos recueillis par WILLIAM BOURTON

« Nous avons besoin de personnes compétentes »

Est-il encore possible, dans le climat actuel, d'analyser objectivement une note de prospective institutionnelle ? Ou tout est-il devenu suspect de partialité, même les experts ? Il n'est pas seulement possible mais indispensable de pouvoir compter sur des personnes compétentes et intégrées qui répondent aussi bien qu'elles le peuvent aux nombreuses questions factuelles que soulève tout effort sérieux pour réformer nos institutions. Pas des personnes plus ou moins grassement payées par des pouvoirs publics, des partis politiques, des organisations patronales ou syndicales, des médias ou des sponsors privés pour leur fournir des réponses qui leur plaisent. Mais des personnes qui auraient honte de falsifier des chiffres gênants ou de cacher les prémisses les plus fragiles de leurs modèles. Des personnes qui mettent au contraire leur point d'honneur à reconnaître honnêtement la vérité d'un constat, la force d'un argument ou la pertinence d'une analyse même si, ce faisant, ils contredisent les déclarations de leurs leaders ou déforment la défense des intérêts de leur région, de leur famille politique ou de leur communauté. En particulier en période troublée, nos démocrates ont un besoin impérieux de personnes compétentes qui ont pour seul souci de dire la vérité, même si elle n'est pas bonne à entendre, et sont prêtes à reconnaître leurs erreurs s'il leur arrive, comme à tout le monde, d'en faire. Avez-vous déjà été accusé de partialité, de « rouler » pour tel ou tel ? Franchement, si cela m'est arrivé, je ne m'en souviens pas. Je doute que quiconque, parmi ceux qui me con-

naissent, m'entendent ou me lisent avec quelque attention pensent que je roule pour qui que ce soit. Ce qui ne m'empêche évidemment pas de prendre position à la lumière de ce que je crois savoir et comprendre - notamment grâce à de nombreux et précieuses collègues de diverses disciplines - et des valeurs auxquelles je crois. En revanche, il m'arrive de temps en temps d'être traité de « traître », parce que je n'aligne pas systématiquement les positions que je défends sur « la » position « francophone ». Et il m'arrive effectivement de trouver que des Flamands, et même des nationalistes flamands, ont parfois raison - sur le wooncrape par exemple - contre tous les francophones que l'on entend sur le sujet. Des situations de ce type créent à mes yeux une obligation mo-

rale de briser la complaisance de la « pensée unique » et d'aider à lever des malentendus pour faire comprendre le point de vue de « l'autre ». Cela vous pose-t-il problème qu'un professeur d'université mette son expertise au service d'un parti politique ? Aucun. Qu'il soit ou non membre de ce parti politique du reste. Et qu'il le fasse discrètement ou publiquement. Notre petit pays ne peut pas se permettre de ne pas mobiliser les compétences de bonnes volontés dont ils disposent pour façonner des politiques intelligentes. Mais il est encore plus important que des universitaires et autres experts de tout le pays se rencontrent régulièrement pour réfléchir ensemble à la meilleure manière d'améliorer nos institutions. C'est le cœur de l'initiative Re-Bel. ■

Propos recueillis par W. B. Re-Bel : http://www.rethinkingbelgium.eu.



PHILIPPE VAN PARIJS, professeur à la chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'Université catholique de Louvain et à Harvard. © ALAIN DEWEZ

BRADExPO de moins - 20 % - 30 % jusqu'à moins 80 % Le plus GRAND SALON National de vente des SUR-STOCKS. Vente importante et exceptionnelle d'articles de grandes marques, articles de magasins d'usine, de faillites. Des milliers d'articles neufs et un grand choix. MONTRES, RODANIA, ACCENT OF SCANDINAVIA, JETSET, HELLO-KITTY, GUG, ARTEMIS, SPEEDO... SOUS VÊTEMENTS HOMMES ET FEMMES, AUDADE, MARDYS BAKERS, MARIE JO, PRINCESSE TAMTAM, ANITINA, SIMONE PÉRELE, EMPREINTES, HUT, ESPRIT... VÊTEMENTS HOMMES ET FEMMES VÊTEMENTS SPORTS, LEMCONFIELD, GOLF PHARO, KENZCO, MISS SIXTY, STYLE, CAROLINE BISS, ENERGY, BLUE ISLANDS, DIESEL, KAWA, ESPRIT, OLIVIER STRELLI, MOULINSARTI, TINTIN, RHÉTORIQUE, EMOLI, RAGOCINI, SASSUN, STAFF, JEANS, JUNK DELUXE, FRANK & MERCHKA, BURNHIS, GYSTON CUR, IMAGE CUR, ARMANIENERGY, DOLCE GABBANA, GLESS, GALIANO, MELLUSINE, BURBERRY, ARCH-BRESS, MARIBRO, PINO, GOURU, ROBERTO CAVALLI, REPLAY, CALVIN KLEIN, DIESEL, UNGARO, JF FERRE, BALACIANA, SCARPA, PIERRE CARDIN, DESIGUAL, SKUNKMUNK, DDP, FREEMAN PORTER, JESTUZ... COSMÉTIQUES, L'ORÉAL, NIVEA, BEIENSDORF, USHWAIA, GÄRNER, SCHWARTSCHOP, CHAUSSURES, HOMMES, FEMMES, ENFANTS, SANTIAGOS, SUPERGAS, AMBANCE, DORA, LATINA, SCAPA, NERO GARDINI, LESCO, MARCO POLO, VIA LINO, BROWNS, JACK & JONES, CALVIN KLEIN, KENZCO, NDC, NEW BALANCE, CONVERSE, ADIDAS... CHEMISES, GALIANO, ROBERTA, RADIO CLASSICO, CERRUTI... GADGETING, DEMONS ET MERVEILLES, BETTY BOOP, BOP LEONCE, TITI ET GROS MINET, BARBAPAPA, TINTIN (MOULINSARTI), LIVRES ENFANTS, ... MAIS AUSSI MULTIPLES ARTICLES CADEAUX, DÉCORATION, TISSUS D'AMEUBLEMENT, MARCQUINÈRE, JOURNÉS DE QUOI REMUR LA HOTTE DE SAINT NICOLAS ET DU PÈRE NOËL ! le dimanche 31 oct. au lundi 1 Nov. de 10 à 19 h. Tour & Taxi Avenue du Port, 86 1000 Bruxelles Possibilité de paiements par Bancontact et cartes de crédits (INFO:www.bradexpo.be)